

Faut-il enterrer l'arms control?

Pierre Hassner

Volume 4, Number 4, 1973

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700358ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700358ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Hassner, P. (1973). Faut-il enterrer l'arms control? *Études internationales*, 4(4), 411–433. <https://doi.org/10.7202/700358ar>

FAUT-IL ENTERRER L'« ARMS CONTROL » ?

Pierre HASSNER *

L'*arms control* se meurt, l'*arms control* est mort ! Ou du moins, ce qui revient presque au même, il n'est plus à la mode. Nombre de ses anciens partisans et de leurs disciples et successeurs l'ont abandonné pour se complaire dans les jeux subtils du « modèle bureaucratique ». Nombre de ses anciens adversaires et de leurs successeurs se réclamant de la *peace-research* ou, plus encore, de la *Kritische Friedensforschung* allemande, continuent à l'attaquer mais plutôt, aujourd'hui, au nom de la révolution que du désarmement. Et pourtant, la question mérite, nous semble-t-il, d'être posée : l'*arms control* souffre-t-il de son échec ou de son succès ? Et, dans un cas comme dans l'autre, ce résultat est-il suffisamment assuré pour que la tentative de maîtriser les armements soit désormais futile ?

En 1972, Elizabeth Young intitulait son livre publié chez Penguin *A Farewell to Arms Control?*. Et elle concluait que la détente armée, fondée sur le principe de la sécurité non diminuée pour chacun des deux côtés, était à l'ordre du jour plutôt qu'un véritable *arms control*.

Au même moment, en présentant la première phase des *SALT*, Henry Kissinger, théoricien devenu négociateur, déclarait : « L'accord signé quarante-cinq minutes avant minuit, à Moscou, le soir du 26 mai, par le président Nixon et le secrétaire général Brejnev est sans précédent à l'âge nucléaire ; et, en fait, dans toute l'histoire moderne comparable... Jamais auparavant les deux nations les plus puissantes du monde divisées par l'idéologie, l'histoire et des intérêts en conflit, n'avaient soumis leurs armements centraux à une limitation et à une modération (*restraint*) fondée sur un accord formel. Ces accords, insérés dans le tissu d'une nouvelle relation naissante, peuvent avoir une portée politique et historique énorme pour les années à venir. N'est-ce pas, alors, un pas énorme dans la maîtrise des armements ?

Peut-être les deux perspectives peuvent-elles être conciliées en se référant à une formule par laquelle, il y a dix ans, l'auteur de ces lignes concluait une présentation de l'*arms control* : « S'il est vrai de dire, en parodiant une formule de Marx, qu'on ne réalisera l'*arms control* qu'en le dépassant, il est non moins certain qu'on ne le dépassera qu'en le réalisant¹. »

* Centre d'étude des relations internationales, Fondation nationale des sciences politiques, Paris.

1. « Entre la stratégie et le désarmement : l'*arms control* », *Revue française de science politique*, décembre 1963, p. 1049.

Certes – pas plus d'ailleurs que la philosophie dont parlait Marx – l'*arms control* n'est pas un système qui puisse être réalisé une fois pour toutes. Au contraire une grande partie de son ambiguïté et de sa fragilité viennent de ce qu'il s'agit avant tout d'une attitude qui peut servir à modifier partiellement les structures et les processus intra et interétatiques auxquels elle s'applique mais est réciproquement à la merci, partiellement encore, de leur inertie, de leurs retours en arrière ou de leurs modifications imprévisibles. D'autres aspects de cette même ambiguïté concernent les rapports du politique et du technique : en un sens, la maîtrise des armements consiste à s'efforcer de soumettre les armements militaires à un contrôle politique, en un autre, à chercher à dépasser les conflits politiques par l'intermédiaire des intérêts communs suscités par les caractéristiques techniques des armes nucléaires. Il y a une semi-autonomie des armes nucléaires (comme des autres domaines spécifiques selon la théorie néo-fonctionnaliste) qui permet d'isoler des domaines de coopération mais seulement jusqu'à un certain point à partir duquel doit se produire soit le *spill-over*, soit le *spill-back*. Il se pourrait justement que nous soyons arrivés à ce point, où l'*arms control* a enregistré un succès suffisant pour devoir devenir plus que l'*arms control* sous peine de devenir moins.

D'une part, tant qu'on s'efforce de maîtriser les armements sans modifier les priorités politiques, on ne maîtrise pas vraiment les armements eux-mêmes. Mais, d'autre part, la logique de l'équilibre nucléaire et de la coopération qu'il rend nécessaire peut jouer et joue peut-être déjà un rôle décisif dans ce changement des priorités politiques.

En ce sens l'*arms control* est soumis à la même ambiguïté et aux mêmes soupçons que toutes les stratégies réformistes ou de transition (par exemple, la planification ou les nationalisations en régime capitaliste ou les réformes économiques tendant à la décentralisation en régime communiste) qui peuvent être interprétées soit comme servant à consolider le système existant soit comme tendant à le dépasser. Si l'essentiel de l'*arms control* est la coopération entre adversaires, la question est de savoir si à un moment donné la coopération devient suffisamment importante pour prendre le pas sur l'adversaire et transformer le caractère de la relation globale.

Le pari de l'*arms control* serait gagné. Mais, par là-même, il révélerait ses limites et ses dangers. Même si, au-delà de la paix nucléaire des deux Grands, il aboutissait, entre eux, à une solidarité, une interdépendance voire une interpénétration plus large, d'une part, il n'aurait pas résolu pour autant les autres problèmes (non nucléaires ou non bilatéraux) de la paix ; d'autre part, dans la mesure où il le ferait, ce serait dans le sens d'un *statu quo* fondé sur le condominium ou du moins la surveillance commune des Grands. Ou alors il faudrait qu'il change fondamentalement de caractère en dépassant ce qu'il est actuellement, c'est-à-dire une tentative pour construire une symétrie bilatérale dans un contexte multilatéral² et une symétrie fonctionnelle dans un contexte multidimensionnel. Or le jour où l'*arms control* deviendrait véritablement multilatéral et multidimensionnel, pour s'adapter à une structure du système international et à une évolution transnationale des sociétés qui soient l'une et l'autre plus libres et plus égalitaires, il garderait une vérité générale et abstraite mais perdrait les caractères spécifiques qui définissent la doctrine actuelle.

Pour l'instant, le bilan que cet article voudrait illustrer est le suivant : non seulement l'*arms control*, en général, mais sa théorie spécifique centrale se trouvent

2. *Strategic Survey*, 1972, Londres, 1155, 1973, p. 18.

jusqu'ici confirmés pour ce qui concerne leur ambition première, portant sur la réduction des dangers de guerre – par surprise ou accidentelle – entre l'URSS et les États-Unis, et de la tension résultant de la crainte ou de la menace réciproques. Dès qu'on s'éloigne du caractère stratégique et politique de la relation des deux Grands, dès qu'on entre dans le domaine de la course aux armements vue sous l'angle de son contexte social et économique, de la structure intérieure des deux grands pays, de leurs rapports avec d'autres pays (intervention, commerce des armes) ou des rapports de ceux-ci entre eux avec les sociétés multinationales, etc., l'insuccès ou l'effet négatif sont de plus en plus évidents ainsi que la nécessité de faire appel à d'autres types d'analyse et d'action. La *peace research* actuelle a l'immense mérite d'attirer l'attention sur la dimension verticale – entre États, et à l'intérieur des sociétés et de la société transnationale – et sur les structures oppressives que recouvre la paix négative, c'est-à-dire l'absence de guerre ouverte. Mais si la dimension de la dépendance doit pénétrer l'étude des problèmes de l'*arms control*, la dimension de l'*arms control* (comme maîtrise de la force, des processus d'escalade, comme vision mixte des conflits et comme conceptualisation du rôle négatif ou actif de la force) doit pénétrer l'analyse des structures et des conflits dissymétriques intérieurs, extérieurs et transnationaux.

I – ENTRE LES GRANDS NUCLÉAIRES : SUCÈS DE L'ARMS CONTROL

Jusqu'à une date récente du moins, cette affirmation aurait fait bondir la plupart des partisans soit du désarmement, soit de la *peace research*³. Aujourd'hui, il reste possible de préférer le pessimisme de Senghaas, pour qui les oasis de paix décroissent dans un monde de plus en plus dominé par les tensions et la « non-paix »⁴ à l'optimisme de Boulding pour lequel, au contraire, c'est l'un des mérites de la *peace research* que d'avoir attiré l'attention sur le « mouvement vers une paix stable entre États nationaux », celle-ci ayant désormais une « probabilité positive de réalisation ». Pour Boulding,

A stable peace is a quite recognizable phase of the international system. It exists between any two countries where the threat relationship has become subordinate to exchange and integrative relationships. We may well be in a situation in which the islands of stable peace will grow until they coalesce, and from having an international system of instable peace with islands of stable peace we will move to a system of stable peace with islands of instable peace in which, as it were, the figure has become the ground. In particular, with a little bit of luck and good management we may achieve stable peace around the whole zone, leaving perhaps islands of instable peace throughout the tropics. This change however would be a radical change in the system. It is this toward which the peace research movement is moving⁵.

En fait, le *peace movement* deuxième manière refuse à juste titre, de se borner à cette analyse, à la fois à cause des injustices que cache cette paix stable interétatique

3. Cf. GALTUNG, J., « Theory and Practice of Security », (« *European Security and Cooperation - Instant Research on Peace and Violence* ») *Tampere* 4, 1972, p. 109-112; « *Is Europe to Demilitarise?* » p. 192-194.

4. SENGHAAS, D., *Abschreckung und Frieden*, 1969, p. 228.

5. BOULDING, K., « Social Systems Analysis and the Study of International Conflict », dans *Problems of Modern Strategy* (première partie), *Adelphi Paper* 55, p. 39.

de la zone tempérée et à cause de la violence active, tant sur le plan intérieur dans cette zone elle-même que dans le reste du monde. Mais pour ce qui concerne les relations entre États développés et plus particulièrement entre les États-Unis et l'URSS, l'évolution semble nettement avoir été dans la direction annoncée par Boulding plutôt que dans celle de Senghaas. Celui-ci le reconnaît en partie⁶, mais en maintenant, semble-t-il, un jugement négatif sur l'*arms control*. Il le justifie désormais, en insistant soit sur le fait qu'il n'y a eu jusqu'ici aucun désarmement nucléaire et que la course qualitative aux armements se poursuit soit sur le fait que si les grandes puissances coopèrent, contrairement à ses prévisions, dans la maîtrise des armements, c'est pour de mauvais motifs et notamment pour légitimer leur pouvoir et la course aux armements elle-même. Comme souvent, le moralisme prend le relais du déterminisme. Peut-être est-ce, en partie du moins, aux dépens du diagnostic politique et du sens de la dialectique historique. Mais, en tout cas, adressés à la théorie de l'*arms control*, les deux reproches sont circulaires : lui reprocher de ne pas avoir conduit au désarmement et attribuer ses succès à l'égoïsme des gouvernements manquent doublement son but, puisque le point de départ de la théorie est précisément qu'on peut accroître la sécurité sans attendre le désarmement et que l'on peut diminuer les tensions en faisant appel aux intérêts communs des gouvernements.

Reprenons les définitions et les objectifs de départ de l'*arms control*. Dans sa définition la plus générale, il s'agit de « toute forme de modération discriminative ou de *restraint* (Hedley Bull). Dans une définition plus restrictive, celle de Schelling et Halperin, on trouve : « Sous le terme d'*arms control*, nous entendons inclure toutes les formes de coopération militaire entre ennemis potentiels en vue de réduire la probabilité de la guerre, son étendue et sa violence si elle survient, et les coûts politiques et économiques qu'entraîne la nécessité d'y être préparé⁷. »

Par rapport aux différents termes de ce programme, il me semble que des progrès importants ont été faits dans la direction du premier et du troisième (réduire la probabilité de la guerre et les coûts politiques de l'état de préparation), mais que pour le deuxième, si la tendance est à réduire la probabilité de l'escalade de la guerre classique – si elle survient – à la guerre nucléaire (d'où les critiques des gouvernements d'Europe occidentale), on a en grande partie renoncé à réduire l'étendue et la violence de la guerre nucléaire si elle survient (d'où les critiques des adversaires de la *MAD* (*mutual assured destruction*)) et on n'a que très partiellement réduit les coûts économiques de l'état de préparation (d'où les critiques des partisans de la réduction des armements et des adversaires du complexe militaire-industriel).

D'autre part, dans le même ouvrage, les auteurs déclarent « ne pas se prononcer sur le but dernier de l'*arms control*, qu'il s'agisse d'un monde désarmé, d'un monde où la police est exercée par une seule force militaire bienveillante ou d'un monde où une sorte d'*équilibre militaire de la prudence* a éliminé l'élément de terreur de l'équilibre de la terreur ». Mais ils indiquent leur préférence pour cette dernière conception en ajoutant aussi qu'ils ne croient pas que les problèmes de la guerre et de la paix et du conflit international soient susceptibles d'une solution unique et définitive et qu'ils

6. SENGHAAS, D., *Aufrüstung durch Rüstungskontrolle*, 1972, p. 118-12, et SENGHAAS, D., RITTBINGER, V., et LUBER, R., « *MBFR Aufrüstung durch Rüstungskontrolle?* », *Aus politik und zeitgeschichte*, 31 mars 1973.

7. SCHELLING, F., et HALPERIN, M., *Strategy and Arms Control*.

croient qu'une certaine vigilance, donc une certaine dissuasion et donc un certain équilibre, au moins virtuel, devraient être maintenus en toute hypothèse. »

Là encore, en reprenant les différents termes, on peut dire que pendant ces douze ans, on s'est plutôt éloigné que rapproché d'un monde désarmé mais que l'on s'est rapproché non de l'idée d'une seule force militaire des deux Grands, esquissée en pointillé dans le traité de non-prolifération et surtout dans l'accord sur la prévention de la guerre nucléaire⁸, et où John Strachey, dans *On the Prevention of War*, voyait le seul substitut réaliste de la force internationale. Surtout que l'on s'est rapproché nettement de la conception d'un équilibre militaire où l'élément de prudence augmenterait par rapport à l'élément de terreur. Les critiques des notions de dissuasion et d'équilibre n'ont, dans l'intervalle, fourni aucune démonstration ni même aucune indication tant soit peu persuasive de la manière dont un désarmement général pourrait les éliminer. En revanche les partisans d'une réduction massive des armements peuvent à juste titre faire remarquer que la dissuasion minima stabilisée, si c'est à elle qu'on revient, pourrait et devrait, comme l'indiquaient les partisans de l'*arms control* en 1960, porter sur des niveaux beaucoup plus bas que les immenses arsenaux d'aujourd'hui. Et les partisans de la *peace research* ont non moins raison de souligner combien d'intérêts bureaucratiques, économiques et politiques continuent à maintenir et à accroître ces arsenaux, et combien c'est seulement en s'attaquant à ces intérêts que l'on aura une chance d'aboutir à une véritable réduction, plutôt qu'en s'en remettant à la logique de l'*arms control*.

Quiconque serait tenté de minimiser les aspects positifs de ce bilan, en considérant, soit, comme certains, que plus les armements des deux Grands se sont multipliés, plus leur sécurité a diminué, soit, comme d'autres, que le danger de guerre par agression ou par accident n'a jamais existé, devrait se rappeler l'horloge de la couverture du *Bulletin of Atomic Scientists*, les prévisions de ces derniers, les craintes de guerre des années cinquante, les menaces des hommes d'État et les modèles des théoriciens au début des années soixante.

Tout cela a, incontestablement diminué de manière considérable, au moins depuis la crise de Cuba. Sans tomber dans le dogmatisme inverse de la « paix par la bombe », on ne peut éviter de reconnaître que la paix nucléaire s'est, jusqu'ici, révélée comme moins instable que la paix non nucléaire (celle des rivalités bipolaires à d'autres époques, ou celle d'autres continents que ceux directement liés à l'équilibre nucléaire.)

Il est non moins incontestable que cette paix nucléaire semble plus assurée depuis que chacun des deux Grands reconnaît que l'autre a une capacité de représailles invulnérable comme la sienne.

L'idée de la dissuasion comme *organisierte Friedlosigkeit* est juste si l'on entend par là, que, comme l'a indiqué Karl Deutsch, les armes nucléaires conduisent à la « politique de la Méduse », c'est-à-dire pétrifient le *statu quo* politique, rendent plus difficiles les révolutions et les changements de camp qui peuvent être la condition de la paix positive (encore qu'elles puissent aussi, comme l'indiquent Deutsch et Boulding,

8. Cf. BURLATZKY, R., « Halting the Arms Race and Planning for World Peace », *Impact of Science on Society*, juillet-septembre; 1972, p. 262 qui propose des sanctions conjointes des deux Grands contre toute puissance qui utiliserait les armes nucléaires.

empêcher les solutions violentes et immédiates mais en gagnant du temps permettre le mûrissement de solutions évolutives qui, à leur tour, peuvent changer le système⁹; le cas allemand en est peut-être un exemple?)

Mais elle est certainement fautive si elle veut dire que la dissuasion est un moyen de faciliter ou d'organiser l'usage de la force et qu'effectivement elle accroît la fréquence ou l'intensité de la violence, ou la rend de nouveau possible alors que les armes nucléaires la rendaient impossible. L'argument est d'ailleurs contradictoire car, en ce dernier cas, c'est bien parce que les armes nucléaires apportent quelque chose de neuf, dont les notions liées à l'équilibre de la dissuasion s'efforcent de rendre compte, qu'elles rendent la guerre sinon impossible, du moins plus folle qu'avant.

Les critiques de la dissuasion, nous avons essayé de le montrer ailleurs¹⁰, ont raison de souligner les dangers d'une certaine pensée stratégique portée à rationaliser les conflits ou à pallier les paradoxes de la dissuasion par des stratégies d'engagement actif, de manipulation des évolutions historiques ou de guerre limitée; mais cette critique ne vaut que si précisément on commence par faire les distinctions nécessaires entre les différents types de dissuasion, les différents types d'équilibre, les différents types de menaces, pour en reconnaître les dangers et les chances qui souvent peuvent s'inverser quand on passe du non nucléaire au nucléaire, ou du positif au négatif, ou de l'actif au passif¹¹.

Une des illustrations les plus frappantes en est l'aspect psychologique, et l'usage fait de la notion de « système de menaces ». On peut après tout, admettre que les prédictions catastrophiques faites sur la probabilité de la guerre nucléaire n'ont jusqu'ici été démenties que par accident et n'étaient fausses que par anticipation. Mais il n'en est pas de même pour les effets psychosociaux de la dissuasion nucléaire et pour leurs conséquences sur les relations politiques entre les deux Grands nucléaires: là, si nos disciplines ont un quelconque caractère scientifique, et se prêtent à la vérification empirique, il devrait être possible de reconnaître que le modèle de l'autisme présenté par Senghaas qui partait d'une opposition radicale entre dissuasion et association, entre systèmes de menaces et système de coopération, pour lequel le premier avait un caractère automultiplicateur et devait entraîner de plus en plus de tensions et

9. DEUTSCH, K., *The Analysis of International Relations*, 1968, p. 132 et 150-157; BOULDING, K., *op. cit.*, et « Towards a Theory of Peace », dans FISHER, Roger (éd.), *International Conflict and the Behavioral Science*, 1964, p. 79 et 82.

10. « On ne badine pas avec la force », *Revue française de science politique*, décembre 1971.

11. Quelques exemples. Pour Senghaas (ainsi que pour Ebert), la distinction entre *deterrence* et *compellence* est purement conceptuelle et n'a pas de signification pratique dans la politique effective (*Jahrbuch für Frieden und Konflikt Forschung*, I, 1971, p. 197), ce qui est dissuasion pour l'un étant *compellence* pour l'autre (EBERT, *ibid.*, p. 201). Pour un habitant de Hanoï ou de Prague, par opposition à un habitant de Moscou ou de Washington, il se pourrait que la distinction ait une certaine signification pratique. Pour Senghaas (« *Aufrüstung...* », *op. cit.*, p. 108-109, « *MBFR...* », p. 52) l'équilibre de la terreur est un mythe puisque la relation nucléaire des deux Grands a toujours comporté des inégalités quantitatives et des dissymétries: mais précisément l'essence de l'équilibre de la dissuasion tel qu'il a été conceptualisé par Burns, Snyder, Singer, Schelling, etc., est de reposer sur le calcul des risques et non sur l'égalité quantitative et d'être un équilibre de déséquilibres. Senghaas s'appuie sur la notion d'*overkill* et sur l'article de LAMBETH (« *Deterrence in the MIRV Era World Politics* », janvier 1972) pour déclarer qu'ils impliquent la reconnaissance de l'effondrement des notions comme la stabilité, la parité, la *sufficiency*, (*Aufrüstung...*, *op. cit.*, p. 104) alors qu'ils sont précisément fondés sur ces notions.

d'angoisse, de moins en moins de contacts avec l'adversaire et avec la réalité, « les armes totales conduisant à l'ennemi total ¹² », a été démenti.

Le fait est que la dissuasion nucléaire est restée suffisamment présente pour ne pas être tenue pour inexistante, mais suffisamment discrète pour ne pas avoir les effets psychologiques et sociaux annoncés sur les populations d'un côté ou de l'autre. Ce qui a profondément blessé l'âme américaine, ce n'est pas la dissuasion nucléaire, c'est le Viêt-nam ; ce qui suscite dans la population russe des attitudes irrationnelles, ce n'est pas la crainte de l'attaque nucléaire américaine, c'est l'hostilité à l'égard de la Chine. Ce qui réveille violence et sadisme, ce n'est pas l'univers abstrait des armes nucléaires, c'est l'univers quotidien du racisme ou de l'insécurité personnelle et sociale.

Loin d'être incompatibles, l'équilibre nucléaire et la coopération semblent faire bon ménage. Ce qui est concevable mais abstrait, c'est le modèle de l'autisme ¹³. Ce qui est encore abstrait mais correspond à la tendance actuelle, c'est ce que Coral Bell a appelé l'*adversary partnership* et qu'elle définit par quatre éléments (l'échange des otages, la surveillance réciproque, une idéologie stratégique commune, et une certaine prépondérance de puissance du côté du *statu quo*) qui lui semblent distinguer l'équilibre actuel de celui d'autres époques ¹⁴. La logique de cette situation est précisément ce que Iain Smart a appelé la « sécurité situationnelle ¹⁵ », c'est-à-dire l'idée que la dissuasion est fondée sur la collusion plus que sur la collision, sur le maintien de l'équilibre perçu comme le maintien d'un système commun plus que comme deux menaces qui se compensent.

Mais quelle est la part, dans cette évolution vers un équilibre plus stable et vers une relation plus coopérative, des doctrines stratégiques, et en particulier de celle de l'*arms control*? Il est certain qu'elles n'ont pas eu (sur ce plan-là, par opposition à d'autres) l'effet négatif que leur attribuent leurs adversaires. Mais ont-elles eu l'effet positif qu'en attendaient leurs partisans ?

Pour la relation stratégique elle-même, il se peut qu'elle soit en grande partie le fruit de décisions prises en fonction d'autres considérations (vaine recherche de la supériorité, intérêts économiques ou bureaucratiques, fidélité à la tradition, etc.) que la recherche de la « parité dynamique ». Il reste qu'un certain nombre de distinctions conceptuelles (entre dissuasion et défense, première frappe et deuxième frappe, stratégies contre forces et anticités) ont eu leur origine chez les stratèges civils et ont leur application dans les dispositifs militaires des deux côtés et dans les accords *SALT*. L'accent mis sur l'invulnérabilité des forces, sur la prévention des accidents, sur la communication avec l'adversaire, semblent avoir notablement contribué à transformer le caractère de la relation stratégique, et notamment au sentiment de

12. SENGHAAS, D., « Zur Analyse von Drohpolitik », *op. cit.* Voir la discussion du 1^{er} congrès des *Friedensforscher* allemands en mai 1970, reproduite dans *Jahrbuch*, *op. cit.*, et comparer, trois ans après, la critique de Senghaas par Josef Joffe et les réponses du premier. Les hypothèses de WETTIG (*ibid.*, p. 150-193) semblent justifiées dans leur plus grande prudence ainsi que les critiques plus récentes de SCHULTE, L., « Abschreckung und Feindbild in der phase der Entspannungspolitik », dans *Aus politik*, 10, II, 1970.

13. *Jahrbuch*, *op. cit.*, p. 99 ; *Abschreckung und Frieden*, *op. cit.*, p. 228 « MBFR... ». *Aus Politik*, *op. cit.*, p. 51. En mars 1973, il était encore possible d'écrire que les sociétés de dissuasion s'enfermaient en elles-mêmes, à preuve la part infime du commerce des États-Unis avec l'URSS.

14. BELL, Coral, *The Conventions of Crisis*, Londres, Oxford University Press, 1971, p. 52.

15. SMART, Jan, « Alliance, Deterrence and Defense », *Yearbook of World Affairs*, 1972, p. 125.

sécurité qui permet d'exclure l'utilité d'une attaque préventive¹⁶. Il y a incontestablement un certain degré de conversion théorique implicite, qui va, au-delà de l'*arms control*, en général, jusqu'à certains de ses aspects controversés. Les *SALT* en constituent le meilleur exemple.

Sur le plan stratégique, on peut, très schématiquement, distinguer trois résultats de la première phase des *SALT*: reconnaissance de la parité entre les deux Grands, primat de la dissuasion anticités, tendance à la contractualisation, donc à l'organisation explicite et partiellement coopérative de l'équilibre nucléaire et de la course aux armements.

Les trois points sont évidemment liés. La contractualisation est rendue possible et souhaitable par l'acceptation de l'équilibre, cette acceptation est fondée sur le caractère inaccessible d'une recherche de la supériorité, celle-ci sur la capacité de l'adversaire, même inférieur quantitativement, d'infliger des représailles inacceptables à son agresseur (*assured destruction*), et sur l'incapacité de celui-ci, même supérieur, de limiter suffisamment les dommages infligés par ces représailles (*damage limitation*) pour frapper impunément le premier.

La reconnaissance de la parité (ou de l'égalité qualitative ou de l'équilibre) devrait être pour certains contraire aux conceptions soviétiques; elle l'était aux conceptions de McNamara en 1962, comme à celles de M. Nixon à en croire la campagne de 1968. Pourtant, les deux administrations américaines ont parcouru le chemin allant de la supériorité à l'égalité en passant par des concepts ambigus tels que celui de *sufficiency*. Quant aux Soviétiques, si rien ni dans leur doctrine ni dans la priorité qu'ils donnent aux dépenses militaires ne permet d'exclure la recherche de la supériorité, il reste que le sens implicite de tout l'effort de stabilisation des armements et de la négociation *SALT*, l'effort explicite et minutieux de cette dernière pour aboutir à des équilibres quantitatifs partiels ou à un équilibre global et qualitatif des déséquilibres, repose sur l'acceptation de la parité.

De même la doctrine appelée par ses adversaires *MAD* (*Mutual assured destruction*) avec son inversion, du moins apparente, des valeurs et du bon sens, selon laquelle il faut protéger les fusées et menacer les populations, et selon laquelle (en vertu de l'équation contre force = 1^{re} frappe = attaque, contrecités = 2^e frappe = riposte) les armes défensives sont mauvaises parce que menaçantes et les armes offensives sont bonnes parce que dissuasives, n'est acceptée officiellement ni par les Américains ni par les Russes; mais la conversion successive des uns et des autres à la priorité d'un accord sur les armes défensives (celles-ci faisant l'objet d'un traité et non d'un accord intérimaire de cinq ans, et le contrôle de leur limitation étant beaucoup plus rigoureux), le choix, pour les sites autorisés, de protéger les centres de commandement plutôt que de populations, la limitation des gros lanceurs susceptibles

16. Ceux pour qui toute collaboration des savants aux projets tels que l'accroissement de l'invulnérabilité des fusées *Polaris* ou la mise au point de la reconnaissance et de la surveillance par satellites est condamnable (cf. LEITENBERG, M., « L'éthique scientifique classique et le développement des armes stratégiques », *Impact: science et société*, avril-juin 1971, p. 152-153) devraient dire si, dans la perspective d'un arrêt de la course aux armements et d'un progrès vers le désarmement, des forces de représailles invulnérables et des moyens de reconnaissance nationaux constituent un obstacle ou une condition favorable. Cf. FUBIRI, E., « *Reconnaissance and Surveillance as Essential Elements of Peace* », dans FIELD, (éd.), *Impact of New Technologies on the Arms Race*, MIT Press 1971, p. 152-158; RUINA, J., « *Aborted Military Systems* », *ibid.*, p. 304-326; SCOVILLE, H., « *A Milestone in Verifying Arms Control Agreements* », *22nd Pugwash Conference, Oxford 1972 - Scientists and World Affairs*, p. 537-540.

d'une capacité de première frappe, la tendance à déplacer le centre de gravité de l'équilibre stratégique vers la mer, à cause de la vulnérabilité croissante des rampes de lancement fixes, tout indique l'acceptation commune de l'idée que la stabilité nucléaire est fondée sur l'invulnérabilité des forces et la vulnérabilité des populations, conservées comme otages réciproques¹⁷.

Il semblerait donc qu'après un détour ou une parenthèse intellectuelle et technique de dix ou quinze ans, on en soit revenu à la simplicité des modèles de *finite deterrence* des années cinquante et à l'idée que les notions de supériorité et d'infériorité ont perdu tout sens à l'âge nucléaire et que quelles que soient les différences quantitatives, l'équilibre qualitatif est assuré par la supériorité intrinsèque de la dissuasion sur l'attaque. Mais on peut aussi soutenir que c'est justement parce que cet équilibre n'est pas automatique que les *SALT* sont apparues comme urgentes. C'est parce que la technique, par les progrès de la précision (surtout du côté américain) et du poids (surtout du côté soviétique) des fusées, par l'invention des *MIRV* et des antimissiles, menaçait de mettre en cause soit l'invulnérabilité des forces, soit la vulnérabilité. Le couple *MIRV-ABM* annoncerait une époque où l'équilibre de la dissuasion n'est plus automatique mais doit être assuré d'un commun accord, par négociation et limitation, par surveillance réciproque et par un effort commun pour ne pas laisser la course qualitative aux armements (par l'effet combiné de l'attrait de l'innovation technique et de la méfiance réciproque) entraîner les adversaires dans une course probablement illusoire et certainement coûteuse à la capacité de première frappe.

Le rôle de l'*arms control*, dans cette hypothèse, serait donc amené à croître encore, les accords négociés et la communication coopérative explicite prenant de plus en plus d'importance par rapport aux mesures unilatérales de modération ou de contrôle et par rapport à la coordination implicite et au marchandage tacite¹⁸. Mais dans les trois cas, ce qui permettrait le progrès à la fois de la sécurité et de la coopération serait l'acceptation d'un critère commun, celui de la stabilité de la dissuasion définie par le mélange de vulnérabilité et d'invulnérabilité décrit plus haut.

Or c'est précisément au moment où cette idée semble avoir triomphé dans l'esprit des dirigeants comme dans celui des populations que leur renversement dialectique pourrait se préparer. C'est une fois qu'on a reconnu la différence fondamentale entre des menaces abstraites, implicites, hypothétiques et négatives et des menaces concrètes, explicites, pressantes et actives que l'on peut valablement se demander s'il

17. C'est le cas pour l'A.B.M. selon Morton Halperin, pourtant l'un des défenseurs les plus ardents du primat du modèle bureaucratique, et l'un des critiques les plus impitoyables des dépenses inutiles, pour qui les efforts de McNamara contre l'A.B.M., mis en échec à court terme, ont réussi à long terme, à éviter la mise en place d'un système capable de protéger les villes et à faire évoluer la position soviétique. Cf. HALPERIN, M., « The Decision to Deploy the A.B.M. Bureaucratic Domestic Politics in the Johnson Administration », *World Politics*, octobre 1972, p. 95. De même, le refus par le sénat américain de voter des fonds pour améliorer la précision des missiles se référait explicitement à la doctrine du caractère nuisible d'une capacité de première frappe.

18. En 1968, Hedley BULL (« Arms Control: A Stocktaking and Prospectus - Problems of Modern Strategy », *Adelphi Papers* 55, p. 11-21), dans un bilan qui, dans l'ensemble, s'est trouvé confirmé depuis dans son optimisme modéré écrivait : « Among the different sorts of measures that go to make up arms control "unilateral action" is more important than the pursuit of agreements and "tacit agreements" are more important than formal ones. » Il se peut que cela devienne moins vrai bien que son autre remarque : « the chief function of formal agreements may sometimes be the symbolic one of demonstrating "progress" and facilitating the conclusion of further agreements » soit pleinement justifiée.

est admissible de faire reposer la sécurité du monde sur le premier type de menaces lui-même, portant sur des populations civiles. C'est une fois reconnue l'atmosphère de sécurité inspirée ou confirmée par l'équilibre de la dissuasion, que l'on doit se demander si elle est justifiée à long terme, si « l'incrédulité nucléaire » (Holst) ou la croyance à « l'immortalité nucléaire » (Iklé) sont plus justifiées que la panique ou l'anxiété d'autres époques, si, à long terme, la vigilance des contrôles contre la guerre par accident ou insubordination, ou la crédibilité de la dissuasion ne risquent pas de se relâcher, et si, alors, on n'en viendra pas à regretter d'avoir tant misé sur la dissuasion et si peu sur la protection des populations, et d'avoir sacrifié les possibilités de la discrimination au profit d'une menace barbare mais acceptée dans la mesure où on pensait ne jamais devoir l'exécuter¹⁹.

Au moment où l'*assured destruction* semble avoir triomphé à la fois du désarmement et de la course à la capacité contre force et à la défense anticités, les anciens défenseurs de la seconde empruntent les accents des partisans du premier pour demander si la paix peut être fondée durablement sur la menace du spasme apocalyptique et du massacre collectif. En un sens, ils ne font que reprendre la bataille des options, de la flexibilité et de la discrimination livrée, il y a quinze ans, passagèrement gagnée et perdue depuis devant les partisans de la dissuasion limitée. Mais ils lui donnent parfois, désormais, un sens moral et un caractère radical qui leur fait tendre la main aux critiques de la dissuasion comme telle :

It is doubtful, indeed, that the doctrine of "mutual assured destruction" will prove viable as the ultimate expression of our ability to attain security in the nuclear age. Men of conscience, humanity and a sense of aesthetics will want to transcend the twisted logic of the present state of affairs. For a generation which seems, at least ostensibly, committed to uncovering and removing the hypocrisy and irrationality of their fathers, "mutual assured destruction" is unlikely to have much appeal. Some may see solutions by way of disarmament, others by different systemic transitions away from the point of holding civilian populations as hostages and as collateral for the good behaviour of governments which are not invariably responsive to the needs and wants of these same civilian populations. There remains the ethical, intellectual and, in important ways, technological challenge of constructing a more rational order consistent with long range political objectives and human compassion. There is an urgent need for Europeans to take in the problems "beyond" deterrence before the options are frozen and preempted by super-power agreement at the level of *SALT*²⁰.

Certes, la clarté ne règne ni sur les solutions de rechange, ni sur l'identité de ceux qui pourraient les faire triompher, ni sur le temps dont ils disposeraient. Certains éléments dans la politique des superpuissances, au moins autant que dans celle des Européens, pourraient aller dans ce sens. Mais, pour l'instant, si chaque gouvernement semble maintenir des options ne se limitant pas à la capacité de détruire des populations, ce qui suscite chez les critiques l'accusation d'*overkill*, seule une petite minorité de stratèges soulèvent des objections contre la doctrine. L'un d'eux, Fred

19. On se rappellera l'exemple des bébés sur les pare-brise, réduisant les accidents de circulation, chez Philip GREEN (*Deadly logic*). Cf. BURNS, A. Lee, « Ethics and Deterrence: A Nuclear Balance Without Hostage Cities », *Adelphi Papers* 69, juillet 1970, et RUSSETT, Bruce, « A Countercombattant Deterrent? Feasibility, Morality and Arms Control », dans SARKESIAN, Sam. C., (éd.), *The Military Industrial Complex. A Reassessment*, Sage Publications, 1972, p. 201-245.

20. HOLST, J., *NATO, E. C. and the Transatlantic Order*, Europe-America Conferences Amsterdam, mars 1973, p. 6-7. Cf. aussi le rapport d'A. WOHLSTETTER à la même conférence : *Nuclear Threats and Allied Responses in an Era of Negotiation*.

Iklé, nouveau directeur de l'*Arms Control and Disarmament Agency* américaine, s'attaque aux trois dogmes dont il reconnaît la victoire actuelle : ceux du primat des représailles, de la nécessité qu'elles soient soudaines et massives et qu'elles soient dirigées contre les populations de l'adversaire. Il voudrait à la fois accroître l'invulnérabilité des forces nucléaires (ce qui permettrait une riposte lente et mesurée plutôt qu'un spasme à la merci d'une erreur) et diminuer la vulnérabilité des populations ; la menace dissuasive ne reposerait-elle alors que sur les objectifs militaires non nucléaires ou les objectifs économiques accessibles en épargnant les populations²¹ ? Ou la solution est-elle dans un retour aux défenses actives, mais suivant une réduction des armes offensives au lieu de la précéder, la solution de Brennan aboutissant à éliminer la terreur tout en maintenant l'équilibre ?

Visiblement la réponse prendra des années, sinon des dizaines d'années. Visiblement elle dépendra de l'évolution à la fois des rapports politiques et des possibilités techniques, les uns et les autres pouvant faire apparaître la dissuasion par la vulnérabilité mutuelle comme anachronique ou ses solutions de rechange comme utopiques. En tout cas, la situation actuelle aura permis de gagner du temps. Pour l'auteur de ces lignes, elle apparaît à la fois suffisamment stable psychologiquement et inévitable techniquement pour s'imposer, pour l'instant, sur le plan pratique, sans exclure des options et des précautions qui ne la mettent pas en question comme recours essentiel²², mais suffisamment insatisfaisante intellectuellement et moralement, et contradictoire politiquement pour ne représenter qu'une phase de transition.

Sur le plan politique et psychologique, justement, le rôle de la doctrine dominante est encore plus difficile à préciser puisqu'il s'insère entre les caractéristiques techniques des armes nucléaires et le contexte politique global. Qu'il s'agisse d'expliquer l'équilibre nucléaire, la détente Est-Ouest, les accords récents d'*arms control*, ou l'avenir des trois, on peut mettre l'accent sur l'autonomie des différents facteurs ou sur leur interaction (cumulative ou conflictuelle) et à l'intérieur de celle-ci, sur l'importance relative de l'un ou l'autre d'entre eux.

La conception technique et « séparatiste » ou autarcique de l'*arms control*, qui insiste sur la spécificité et l'autonomie du facteur nucléaire, trouve une certaine confirmation dans la situation actuelle. C'est le caractère en quelque sorte abstrait de l'équilibre nucléaire qui expliquerait à la fois, pour le passé, que les conflits politiques de la guerre froide n'aient pas entraîné la guerre nucléaire et, réciproquement, que la dissuasion par la menace de destruction réciproque n'ait pas entraîné l'hostilité et le conflit absolu. Cette même indépendance expliquerait, pour le présent que le dialogue et les accords stratégiques aient pu progresser en dépit des conflits politiques et, réciproquement, que la détente, l'entente et la coopération politiques (entre les deux Grands ou, par exemple entre l'URSS et la France) n'entraîne pas, actuellement, le démantèlement des dispositifs de dissuasion, ni même de la course qualitative aux armements. La leçon à en tirer pour l'avenir serait qu'il faut extraire les problèmes nucléaires (non seulement l'emploi, à exclure, de la force ou des menaces offensives, mais la dissuasion à stabiliser et les armements à réduire) de la politique. Selon une

21. IKLE, Fred, « Can Nuclear Deterrence Last Out the Century ? » *Foreign Affairs*, janvier 1973. Pour la critique de la notion d'*overkill* comme étant liée à celle d'*assured destruction*. Cf. A. WOHLSTETTER, « Is There a Strategic Arms Race », Helsinki arms control seminar, juin 1973, p. 26-31.

22. Sur ce point, la réponse faite à Brennan par PANOFKY, Wolfgaïx, « The Mutual-Hortage Relationship Between America and Russian », *Foreign Affairs*, octobre 1973, semble convaincante.

conception extrême, comme celle de G. Rathjens, les négociations sur les armements devraient n'avoir aucun caractère compétitif mais être conçues sur le modèle de la coopération dans la lutte contre le cancer. De manière plus nuancée, Marshall Shulman considère que la relation entre puissances nucléaires où la supériorité ne saurait donner d'avantages politiques, doit être « dé-couplée » par rapport aux péripéties de leurs relations politiques, et critique, pour cette raison, l'esprit de *bargaining* compétitif dans lequel l'administration Nixon pratique la négociation nucléaire, en particulier par l'usage de *bargaining chips* qui relancent la course aux armements²³. De même Stanley Hoffmann, en maintenant une vision compétitive de l'univers international comme « état de guerre », déclare que dans le domaine nucléaire la productivité politique, même indirecte, des forces militaires est tellement réduite et l'intérêt commun (à écarter la guerre et les dépenses inutiles) tellement considérable qu'il rejoint dans ce domaine la position des *arms controllers* dont il critique dans d'autres, l'absence de sensibilité politique²⁴.

Pour une minorité vigoureuse et brillante de commentateurs, particulièrement représentée au Canada, la critique de la conception technique de l'*arms control* doit au contraire entraîner une condamnation du *de-coupling* comme dangereux ou irréaliste en vertu d'un primat de la politique compétitive qui reste valable pour le dialogue nucléaire. Pour Robert Ranger comme pour Colin Gray,

The value of arms control agreements has been overestimated in terms of the control imposed on arms while their political impact has been neglected²⁵.

S'ils sont d'accord pour reprocher cet apolitisme aux *arms controllers* professionnels américains, ils semblent différer légèrement dans leur appréciation de leur influence effective sur les politiques suivies. Ranger voit une influence croissante du contexte politique :

Arms control agreements have become the chief modality for expressing superpower detente, rather than for limiting the development and deployment of new weapon systems.

Il se félicite que le dialogue stratégique ait conduit à une convergence dans laquelle l'influence de la conception soviétique, plus politique, est plus grande que celle de la conception américaine, plus technique :

The Soviet Union continued to view strategic stability and arms control in primarily political terms, forcing the United States to adapt its technical approach accordingly. Regulating the effects of changes in military technology on specific political relations and interests, rather than engaging in theoretical generalizations, therefore became the basis of both the Nixon administration's approach to and the reassessment of arms control. The main contribution of the classical school, control, was reinterpreted to stress the political effects of new weapons or of changes in deployment rather than their physical control, thereby remedying the defect of strategic thinking from which arms control had developed : the lack of political content. The Russians had accentuated this dichotomy by underestimating how far technical developments could create a predisposition to instability.

23. SHULMAN, Marshall, « The Effect of A.B.M. on U.S.-Soviet Relations », dans CHAYES, A., et WIESNER, J., « A.B.M. An Evaluation of the Decision to Deploy an Antibalistic Missile System », p. 153-159 ; « Statement », *Strategic Arms Limitation Agreements Hearings*, 1972, p. 139.

24. HOFFMANN, S., « Statement », *S.A.L.T. Hearings Before the Committee on Foreign Relations*, U. S. Senate, 1972, p. 191-201.

25. RANGER, R., « Arms Control Within a Changing Political Context », *International Journal*, automne 1971, p. 735-753.

The emergence of a strategic dialogue at *SALT*, instead of the previous parallel monologues, suggested the interaction of politics and technology had been recognized for the complex problem it was. If it represented any convergence, it was more of an American movement towards the Soviet approach than vice-versa, with both concentrating on their bilateral detente at the expense of their allies and opponents alike.

Au contraire, Colin Gray, écrivant, il est vrai, après les accords de Moscou et se fondant en particulier sur la limitation des *ABM* qui n'entre pas dans les perspectives de Ranger, considère que

The *SALT* agreement reflects faithfully the weaknesses of American arms control and deterrence theories as they were elaborated in the 1960s.

En consacrant la *mutual assured vulnerability*, l'accord obéit à une conception apolitique, qui oublie que la course aux armements est essentiellement un domaine de conflit et de manipulation politique. L'*arms control* ne peut restructurer les relations internationales, au contraire, les politiques d'armement – courses et accords – devraient obéir et le font toujours dans la conception des Soviétiques – à cette recherche de l'influence politique par la puissance stratégique que les avocats de la dissuasion minima déclarent dénuée de sens²⁶.

On peut même plaider que c'est précisément dans le monde de l'après-guerre froide, dans un monde qui n'est plus dominé par la crainte de la guerre nucléaire, que les questions de supériorité ou d'égalité stratégiques, au-delà de la « destruction mutuelle assurée » deviennent importantes. Ainsi, pour S. Huntington, dans le monde bipolaire de la guerre froide, la dissuasion stratégique correspondait au *containment* comme objectif politique. Dans la mesure où, dans ce dernier rôle, le *containment* est remplacé par une diplomatie flexible, la dissuasion minima ne suffit plus : le rôle des forces stratégiques doit être au service de l'influence diplomatique et, pour cela, la perception politique de l'égalité nucléaire joue un rôle essentiel²⁷.

On peut admettre la validité de ces dernières analyses au point de vue des effets sur les tiers, objets de la compétition, et cependant se demander si l'influence des niveaux d'armements sur cette compétition politique et l'importance de celle-ci pour les États-Unis sont suffisamment démontrables pour convaincre une opinion publique et un congrès de moins en moins disposés à accepter l'orthodoxie officielle en matière de défense²⁸.

Pour certains au contraire, des analyses comme celle de Huntington révéleraient la vérité d'un expansionnisme qui s'était caché jusqu'ici derrière les voiles du *containment* ou de la dissuasion, ou encore elles représenteraient comme ces derniers et comme les accords de maîtrise des armements tels que les *SALT* et, éventuellement, les *MBFR*, des tentatives de légitimation d'une course aux armements due à des raisons intérieures – rivalités bureaucratiques ou nécessités vitales du système capitaliste²⁹.

26. GRAY, C., « The Arms Race is About Politics », *Foreign policy*, 9, p. 117-129. Cf. aussi son échange de lettres avec J. KAHAN, *Foreign Policy*, 11, p. 134-139.

27. HUNTINGTON, S., « After Containment. The Functions of the Military Establishment », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, mars 1973, p. 1-16.

28. Voir par exemple, pour les États-Unis, de HUNTINGTON lui-même : « The Defense Establishment: Vested Interests and the Public Interest », dans CAREY, O., (éd.) ; *The Military Industrial Complex and U. S. Foreign Policy*, Washington State University Press, 1969, p. 1-3 ; RUSSETT, B., *What Price Vigilance?*, New Haven, 1970, ch. 2 et 3 ; MOSKOS, C. (éd.), *Public Opinion and the Military Establishment*, Sage Publications, 1971.

29. Cf. SENGHAAS, D., *Aufrüstung Durch Rüstungskontrolle*, op. cit., et « *MBFR...* », op. cit.

Encore faudrait-il, alors, se demander précisément, au cas où les raisons intérieures sont déterminantes, à quels changements intérieurs répondent ces changements de légitimation symbolique, quelle est l'efficacité comparée des différentes légitimations et si elles n'entraînent pas, par un choc en retour de l'idéologie, une modification de la réalité qu'elles légitiment. Visiblement la recherche de la victoire en cas de guerre nucléaire, la stabilisation de la dissuasion par accords négociés et la recherche de l'influence extérieure en période de détente n'entraînent pas le même type d'armements, ne sont pas également efficaces pour obtenir les mêmes budgets et n'ont pas la même influence sur la nature des relations entre superpuissances ni sur le rôle des militaires dans chacune d'elles.

Toutes ces positions semblent avoir une part de vérité mais ne pas admettre suffisamment à la fois la réalité autonome et l'interaction dialectique des contraintes propres de l'équilibre nucléaire, de la dynamique des rivalités internationales et de celle des évolutions économiques, sociales et psychologiques, intérieures et transnationales. À l'intérieur de cette dialectique, l'ensemble dissuasion – stabilité par la vulnérabilité réciproque – accords négociés – *de-coupling* par rapport aux autres conflits – solidarité par rapport aux puissances susceptibles de menacer cette stabilité et ces accords, a sa vérité propre mais ne reçoit sa signification ultime que d'un processus global qu'il ne fait que contribuer à orienter. Le *de-coupling* est un moment nécessaire mais dont la vérité est de se muer en son contraire, c'est-à-dire un nouveau *linkage*.

Il y a quelques années, Hedley Bull avait proposé une série utile de distinctions entre différents types de collaboration des superpuissances : a) management conjoint contre gouvernement conjoint ; b) management conjoint limité à la maîtrise des armes nucléaires contre management conjoint généralisé ; c) hégémonies jumelles ou parallèles contre hégémonie conjointe ; et d) management conjoint de fait contre management résultant d'un accord formel³⁰. Dans tous ces cas, les accords de Moscou de 1972, constituent un pas allant du premier terme de l'alternative vers le second. La déclaration de principes qui les accompagne, l'institution de la commission bilatérale, et les accords de Washington 1973 encore plus. Le système de sécurité vers lequel on semble s'acheminer tend, tout en conservant la dissuasion réciproque et une certaine protection des alliés respectifs en cas de conflit, à mettre l'accent sur la prévention de ce conflit par l'effort conjoint des deux Supergrands pour l'empêcher d'éclater.

Ou cela ne signifie rien, ou cela signifie une collaboration beaucoup plus active dans les problèmes politiques des autres pays, qu'une simple garantie nucléaire. Précisément par son caractère abstrait, sinon irréel, celle-ci pouvait, dans une certaine mesure se combiner avec la rivalité, voire le conflit des Grands sur d'autres terrains, même militaires, et avec une certaine indépendance des autres puissances, même protégées. Dans la mesure où c'est la sécurité au sens large, donc politique et économique, portant sur les causes des conflits et pas seulement sur leur limitation, qui doit être assurée par les superpuissances, la nature politique et économique de leurs relations entre elles et avec le reste du monde se pose de manière beaucoup plus aiguë, et contradictoire.

30. BULL, H., « Soviet-American Relations and World Order », *Adelphi Paper* 65, février 1970. Voir ma discussion dans : « Europe in the Age of Negotiation », *The Washington Papers*, T. 8, 1973, Sage Publications, p. 16-22.

D'une part, la course aux armements et la compétition politico-idéologique pour le reste du monde ne peuvent pas ne pas être considérablement atténuées mais cela ne peut pas ne pas poser à long terme, des problèmes pour la structure du pouvoir et sa légitimité à l'intérieur des Grands eux-mêmes ; les limites imposées par les contraintes économiques ou idéologiques peuvent mettre en cause le développement du condominium. D'autre part, pour être réellement efficaces, la prévention des conflits ou celle de la non-prolifération nucléaire impliquent un degré de domination des deux Grands sur les autres qui ne peut pas ne pas susciter de réactions chez ces derniers. Elle doit donc mener à un système ou plus tyrannique ou plus multipolaire qu'aujourd'hui. Les deux perspectives sont étrangères à l'*arms control* classique.

II - AU-DELÀ DE LA BIPOLARITÉ NUCLÉAIRE : MISE EN QUESTION DE L'ARMS CONTROL

En théorie, certes, la doctrine de la maîtrise des armements, fondée sur le mélange du conflit et de la coopération, et sur l'exploitation indirecte ou négative de la force, aurait pu mettre en question l'opposition politique intérieure-politique extérieure comme elle le faisait pour l'opposition alliée-adversaire et aboutir, à partir d'une théorie du *partnership* imparfait et de l'antagonisme incomplet, à celles de la domination incomplète et de la réciprocité imparfaite ainsi que de l'état de nature incomplet et de l'état civil imparfait, qui devraient remplacer l'opposition statique et dépassée de l'état civil intérieur et à l'état de nature interétatique. En fait, l'*arms control*, prisonnier de ses origines stratégiques et de son souci essentiel, celui d'éviter la guerre nucléaire, s'en est tenu en général à une vision statique, interétatique, horizontale (entre les superpuissances nucléaires) et paternaliste (entre chacune d'elles et ses alliés ou entre le duopole des deux Grands et le reste du monde). En projetant l'aspiration au gel et au contrôle centralisé, caractéristiques de l'effort pour stabiliser la dissuasion, sur l'univers politique et social, intérieur et extérieur, il a minimisé la diversité, l'inégalité et le changement qui sont la clef des problèmes qui se posent dès que l'on quitte le domaine nucléaire bilatéral. Il importe de corriger ces défauts pour s'attaquer aux problèmes pressants de la course aux armements, du commerce des armes, des conflits classiques, de la répression intérieure, du terrorisme transnational, etc., en évitant de tomber dans le défaut opposé, celui de projeter sur l'univers stratégique et diplomatique une vision empruntée aux structures des États-Unis (comme risquent de le faire les partisans du modèle bureaucratique) ou à celles de leurs relations avec l'Amérique latine (comme le fait trop souvent le modèle de la dépendance).

Quels sont le bilan passé et les promesses futures de l'*arms control* pour la course aux armements ?

On ne sait si la maîtrise des armements a eu un rôle important pour empêcher l'utilisation des armes nucléaires, on sait qu'elle n'a pas réussi à en obtenir la réduction et qu'elle n'a contribué, au mieux, que très partiellement, à en limiter la production. Les accords d'*arms control* conclus jusqu'ici ne sont pas négligeables, mais ils ont porté sur le non-déploiement d'armements, en général considérés comme coûteux ou inefficaces, ou tout au plus sur la limitation quantitative d'armements existants ; ils ont, en général, accéléré plutôt que freiné expériences ou recherches militaires.

Il n'y a pas de contradiction entre le succès dans la prévention de la guerre nucléaire et l'échec dans celle de la course aux armements. Le facteur de l'incertitude devait nécessairement jouer un rôle stabilisateur dans le premier cas et déstabilisateur dans l'autre³¹. Par contre, les progrès dans la connaissance réciproque (par les satellites et par la négociation) donnent peut-être pour la première fois, une chance à la substitution de la connaissance et du contrôle à l'incertitude comme base de la sécurité. Tout dépend des causes et des fonctions que l'on attribue à la course aux armements.

À une extrémité, S. Huntington a soutenu, dans un des premiers et des plus importants articles consacrés aux courses aux armements que, loin de causer les guerres, celles-ci pouvaient, à l'âge nucléaire, contribuer à les éviter en en constituant l'équivalent fonctionnel, à titre d'exutoire aux besoins de compétition des sociétés rivales³².

La théorie centrale de l'*arms control*, en matière de course aux armements, se situe plutôt à l'opposé : qu'il s'agisse de la version optimiste du début des années soixante, qui croyait à la possibilité de *manage the arms race* (Schelling) en s'en servant comme d'un moyen de communication tacite, ou de la version pessimiste de la deuxième moitié des années soixante, qui croit au cycle infernal, ou au *mad momentum* de l'action (souvent anticipée à tort) et de la réaction (souvent excessive) qui risque de déstabiliser l'équilibre et qu'il faut arrêter sous peine d'aboutir à la guerre (York), il s'agit toujours d'un primat de l'interaction dans les causes, les mécanismes, les conséquences redoutées et les remèdes préconisés. Ce qui est dénoncé, en particulier, c'est la course de l'offensive et de la défense, de l'arme et de la parade, de la capacité de première frappe et de deuxième frappe. Cette course peut aboutir à l'illusion de la supériorité et à la tentation de la guerre ; en tout cas, elle se nourrit elle-même et mène à une course de plus en plus folle comportant une succession de plus en plus rapide d'armes de plus en plus coûteuses.

La littérature de l'*arms control* proprement dite comporte peu d'études concrètes de cette interaction ; entre les modèles mathématiques ou les jeux expérimentaux, d'une part, les affirmations concrètes mais globales et absolues, de l'autre, peu d'analyses précises de la course aux armements stratégiques ont vu le jour avant ces dernières années. Depuis, elles ont tendu à montrer combien nous manquions d'un modèle satisfaisant de l'interaction stratégique soviéto-américaine³³, soit en insistant sur le rôle des facteurs intérieurs propres à chacun dû à l'un des deux rivaux, soit en mettant en cause les concepts même d'interaction et de course aux armements, voire les réalités dont ils sont censés rendre compte.

Des stratèges et sociologues, en particulier lors du débat sur l'*ABM*, se sont efforcés de montrer que la vision des *arms controllers* classiques postulait une symétrie de doctrines et de comportement, fondée en fait sur une croyance dogmatique à l'universalité de leur propre conception de la rationalité qui ne tenait pas compte des différences d'idéologie, de tradition et de doctrine et de l'ignorance où les Occidentaux étaient, du véritable raisonnement soviétique. Les critiques du capitalisme des monopoles et ceux du complexe militaro-industriel se sont efforcés de

31. Cf. « Entre la stratégie et le désarmement, l'*arms control* », *op. cit.*, p. 1045.

32. HUNTINGTON, S., « Arms Races: Prerequisites and Results », *Public Policy*, 1958.

33. HOLST, J., *Comparative U. S. and Soviet Deployments, Doctrines and Arms Limitations* (Chicago, University of Chicago, Center for Policy Study, occasional paper, 1971, p. 19) cité par GRAY, « The Arms Race is About Politics », p. 121.

montrer, surtout dans le cas des États-Unis et des pays capitalistes, la nécessité des armements toujours plus élevés fondée sur les intérêts des groupes dirigeants ou du système économique, indépendamment des actions de l'adversaire extérieur³⁴, et donc, réciproquement, indépendamment des efforts de limitation qui ne s'attaqueraient pas aux racines intérieures, économiques et sociales, du mal. Les partisans du modèle bureaucratique se sont efforcés de montrer que la véritable course aux armements existe au moins autant entre organisations d'un même pays qu'entre ce pays et son rival³⁵. Entre ces derniers, il s'agirait plutôt de développements unilatéraux parallèles mais relativement autonomes : pour les uns, comme Griffiths, il faudrait, partant du parallélisme aboutir à une vue transnationale de l'*arms control* opposant l'alliance consciente ou inconsciente des faucons des deux camps à celle des colombes ; pour d'autres, comme, semble-t-il, Albrecht et Senghaas, il n'y a pas de phénomène d'action-réaction mais, pour des raisons intérieures, la course continue avec la même intensité que pour ceux qui dénoncent ce dernier quoiqu'avec une nécessité plus inéluctable puisque les mesures unilatérales d'*arms control* ou les négociations stabilisées ne la modèrent pas ; enfin pour d'autres encore, comme Wohlstetter, c'est l'idée même de l'augmentation des coûts ou des stocks, qui est démentie par les faits.

Ces nouvelles analyses et opinions sont salutaires dans la mesure où elles montrent la vision extrêmement étroite des problèmes de la course aux armements et de leur solution par la doctrine classique de l'*arms control* et où elles aident à préparer l'étude de l'interaction entre les différents dialogues explicites ou implicites (à l'intérieur des élites dirigeantes de chacune des deux puissances, entre ces deux élites, entre chacune d'elles et les autres forces de leurs sociétés respectives, entre chacune d'elles et les autres puissances du système international) et entre ces dialogues et les contraintes techniques, qui influencent une course aux armements même bilatérale et même nucléaire. Mais, comme le remarque Colin Gray³⁶ : Il y a un danger réel de voir la mode passer d'une extrême à l'autre : après la domination exclusive du modèle de l'action-réaction, la tendance de certains adeptes du modèle bureaucratique et du modèle néo-marxiste serait de faire croire qu'il n'y a pas eu d'interaction du tout, et donc que les efforts pour la maîtrise ont été et resteront hypocrites ou futiles.

Pourtant si, d'une part, les impératifs industriels (le *follow-up* et le *bail-out* de J. Kurth)³⁷ ou bureaucratiques sont au moins aussi importants que l'impératif stratégique, et si celui-ci ne se présente jamais à l'état pur mais est toujours médiatisé dans la perception et dans la décision sur la nature de la réponse par les différents intérêts établis, si, d'autre part, le défi et la réponse sont souvent déterminés par les péripéties des compétitions politiques extérieures et intérieures (début de la guerre froide, Corée, Cuba, conflit sino-soviétique, Viêt-nam, Watergate) autant que par la logique de l'imitation ou de la complémentarité stratégique, celle-ci n'en existe pas moins. La crainte de l'infériorité et la recherche de la supériorité ont visiblement causé certains armements, la crainte de l'escalade, le changement de théorie stratégique ou

34. Cf. ALBRECHT, U., « The Costs of Armamentism », *Journal of Peace Research*, 1973, 3, p. 265-285.

35. Par exemple SENGHAAS, D., « La dynamique de la course aux armements, condition restrictive de la détente », *Politique étrangère*, 6, 1972, p. 778 et *passim* ; GRIFFITHS, F., « Transnational Politics and Arms Control », *International Journal*, automne 1971, p. 655-666.

36. GRAY, C., « The Arms Race Phenomenon », *World Politics*, octobre 1971, p. 73-78 et « The Arms Race is About Politics », *Foreign Policy*, *loc. cit.*, p. 122.

37. KURTH, J., « Why We Buy the Weapons We Do », *Foreign Policy*, 11, été 1973, p. 33-57.

de climat politique, la confiance dans la dissuasion réciproque ou dans la détente en ont visiblement empêché d'autres de naître, de croître ou de survivre³⁸. Si l'on estime que l'on a renoncé aux abris ou limité l'antimissile parce que la défense passive ou active était irrationnelle ou inefficace, on entre dans la logique de la maîtrise des armements et de l'interaction stratégique. Si l'on estime que celles-ci n'ont joué aucun rôle modérateur, alors il faut renoncer, du moins en partie, à la loi du remplacement de plus en plus rapide par des systèmes de plus en plus coûteux. Car, c'est un fait, même sans avoir recours aux résultats spectaculaires des nouveaux calculs présentés par A. Wohlstetter³⁹, que les budgets militaires, en particulier stratégiques, des pays développés, en particulier des États-Unis, ont diminué ces dernières années⁴⁰, et qu'on ne peut l'expliquer par un déterminisme économique qui refuserait et l'idée de la modération par le climat stratégique et politique et celle que les voies choisies – peut-être plus dangereuses au point de vue de la stabilité – ont été moins coûteuses⁴¹.

Les péripéties de la course aux armements nucléaires restent en grande partie inexplicables – et cela autant par le primat de l'économie et d'un type donné de régime social que par celui de la sécurité et de l'interaction⁴². Dans l'attente d'une théorie générale valable, une stratégie de recherche pour la réduction des armements ne peut éviter d'avoir recours au pluralisme empirique.

Heureusement, ce dernier semble en passe de faire des progrès remarquables qui montrent la futilité des modèles exclusifs et dogmatiques auxquels les écoles de l'*arms*

-
38. Voir les nombreux exemples cités par J. RUINA, *loc. cit.*, « We can derive some hope from the past when we did restrain ourselves from developing shipborne nuclear ballistic missiles, bombs in orbit, 100-megaton bombs, and many other technically feasible systems » (p. 320); G. RATHJENS, « The line against further expansion of U. S. strategic forces was held during the early and mid-1960s. Up to 1966, nearly all of the important procurement, as distinct from research and development, decisions regarding major new strategic systems were negative: the decision not to deploy a railborne *Minuteman*; the decision not to proceed with the B-70 bomber force; the cancellation of *Skybolt* and deferrals of decisions to go ahead with a full-scale ABM and a new advanced manned strategic aircraft. Consequently the budget for strategic forces dropped from over \$11 billion in 1962 to less than \$7 billion for fiscal 1966, as the major strategic weapons programs came to finition without any major new procurement decisions », *The Future of the Strategic Arms Race*, p. 15.
39. Selon Wohlstetter, les dépenses américaines pour les armements stratégiques étaient 2½ fois supérieures en 1959 au chiffre proposé pour 1974. Quant aux stocks, le nombre de véhicules porteurs a énormément diminué pour la défense depuis 1959, il est resté constant pour les forces stratégiques offensives, le nombre total des têtes est resté le même, le mégatonnage stratégique est le plus bas depuis 1955. Mais l'invulnérabilité et le contrôle ont fait des progrès (*loc. cit.*, p. 24-57).
40. Cf. *Sipri Yearbook 1973*, « Summary of Contents, Table 2 – Military expenditure as a percentage of gross domestic product (GDP) », donne en 1952, 13.7% pour les États-Unis et 13.4% pour l'URSS, en 1963, 8.8% et 8.2% en 1971, 7% et 5.9%.
41. Cf. ART, R., « Why We Overspend and Under Accomplish », *Foreign Policy*, 6, printemps 1972, « The weapons systems of the 1960s were carried on with less urgency and incorporated smaller technological advance than did those of the 1950s » (p. 98); HALPERIN, M., *The Good, the Bad and the Wasteful*: « President Nixon in 1969 substantially reduced spending on strategic programs and nevertheless continued the MIRV and ABM programs, which reduce our security. Programs to improve the accuracy of our missiles are not costly but they could stimulate a further arms race », *ibid.*, p. 74.
42. Cf. l'exemple non nucléaire choisi par ALBRECHT (*The Costs of Armamentism, loc. cit.*, p. 267). Le fait que les petits pays d'Europe consacrent la proportion la plus petite de leurs ressources à la défense (contrairement à la théorie de l'économiste anglais Robinson pour qui les petits États, ayant le plus besoin de sécurité, devraient dépenser le plus pour leur défense) démontrerait irréfutablement que les budgets militaires ne peuvent être expliqués par des exigences de sécurité; comment expliquer alors les budgets militaires – parmi les plus élevés du monde – d'Israël et de l'Égypte? N'ont-ils rien à voir avec le conflit du Moyen-Orient? Et peut-on établir des corrélations fondées sur la taille ou le potentiel économique en faisant abstraction des conflits et des équilibres régionaux et globaux?

control (lors de la vague de la spirale action-réaction) et de la *peace research* (depuis la vogue opposée) se sont attachées. Il s'agit des travaux de Colin Gray, qui, pour la première fois, offre un cadre conceptuel permettant de comparer les différentes hypothèses, et de ceux de James Kurth qui, non seulement en fait autant de manière plus simplifiée, mais s'est efforcé de tester ces hypothèses empiriquement, avec beaucoup de précision et de rigueur, dans le cas américain.

Pour le problème de la prolifération nucléaire, la situation actuelle est meilleure que pour la course aux armements mais il est beaucoup plus difficile d'en féliciter, même partiellement, les efforts de maîtrise des armements. La prolifération nucléaire a été beaucoup moins rapide qu'on ne craignait il y a dix ou quinze ans et n'a pas eu jusqu'ici les effets catastrophiques qu'on pouvait en attendre ; mais il est difficile d'en attribuer le mérite au traité sur la non-prolifération qui illustre, au contraire, les problèmes d'inégalité et de conflits politiques et économiques soulevés par un objectif valable en soi au point de vue de la paix du monde. Aucun problème ne manifeste autant l'interaction des trois points de vue.

Celui de la logique nucléaire (du moins aux yeux de la grande majorité des *arms controllers*, comme des partisans du désarmement) conduit à s'opposer à l'élargissement du club nucléaire. Mais par là-même, au point de vue de la domination politique, on favorise la puissance de ceux qui en font partie, surtout s'ils sont chargés de garantir la sécurité et de contrôler la sagesse antinucléaire des autres. Enfin, au point de vue économique, d'une part, la crainte de ces derniers est que, au nom de la sécurité, les Grands ne s'arrogent des avantages pour leurs industries nucléaires respectives au détriment de celle des autres ; mais, d'autre part, en favorisant la diffusion de la technologie nucléaire à des fins pacifiques, les Grands semblent avoir fait beaucoup plus pour faciliter la prolifération des capacités nucléaires militaires que leurs traités et contrôles n'ont fait pour l'empêcher⁴³. Ni les sauvegardes, ni les garanties ne semblent très prometteuses. Il semble bien que, par delà l'*arms control* classique les voies ouvertes soient celles d'un contrôle beaucoup plus poussé par les Grands, celle d'une stratégie régionale et différenciée de limitation partielle (et donc d'acceptation partielle) de la prolifération nucléaire par une combinaison d'alliances et d'équilibres régionaux, et celle d'un véritable progrès vers la réduction de toutes les forces nucléaires, avec peut-être les débuts d'évolution de leur organisation internationale⁴⁴.

En tout cas, le problème ne peut être vu qu'en liaison avec ceux de la dépendance et de la concurrence industrielle et énergétique, et avec eux de l'inégalité et de l'indépendance politique. Certains *arms controllers* commencent à s'en rendre compte⁴⁵. Il ne semble pas certain que la *Friedensforschung* critique ait une position

43. Cf. entre autres ZOPPO, Cirde, *Toward a U. S. Policy on Nuclear Technology Transfer to Developing Countries*, Southern California Arms Control and Foreign Policy, Seminar, juillet 1971.

44. Cf. BEATON, Leonard, *The Reform of Power*, Chatto and Windus, 1972.

45. Pour une critique impitoyable de l'attitude des grandes puissances, d'une part, des *arms controllers* américains, de l'autre, envers la non-prolifération, cf. YOUNG, Elisabeth, *op. cit.*, 1^{re} partie. Des vues plus conscientes des problèmes politiques impliqués ont été exprimées par MARTIN, A., *Negotiation Strategies for Arms Control. Some Alternative for the Next Decade and Beyond*, Southern California Arms Control and Foreign Policy, Seminar, avril 1972, et QUESTER, G., dans ses nombreuses études sur la non-prolifération. On retiendra en particulier la conclusion de son *Nuclear diplomacy* (1970) : « The threat of proliferation in a sense has to terminate the cold war aspects of strategic weapons confrontation. If proliferation is halted, it will only be through the active rather than the passive cooperation of the U. S. and the Soviet Union. If proliferation is not halted there will be many more

claire sur ce point. Considère-t-elle qu'il s'agit d'un problème essentiellement économique, condamne-t-elle la prolifération nucléaire comme telle dans la perspective du désarmement ou en conçoit-elle une légitimation provisoire dans la perspective d'une défense de la périphérie contre le centre ?

Le problème de la prolifération nucléaire s'accommode encore plus mal du bipolarisme nord-sud que de la bipolarité américano-soviétique qui a inspiré, à son propos, la philosophie implicite de l'*arms control*. Quels seront la place et le rôle de la bipolarité nucléaire, et ses conséquences sur les équilibres régionaux, sur la hiérarchie des puissances, sur les alliances, dans un système international fondé, par ailleurs, sur l'interpénétration transnationale et sur l'inégalité dans l'interdépendance ? Les premières indications sur un problème qui peut mener à une révision complète des doctrines actuelles viennent des théoriciens des relations internationales, comme George Quester et Johann Holst, déjà cités, ou Richard Rosecrane⁴⁶, plutôt que de la *peace research*.

Au contraire, la prolifération et le commerce des armes non nucléaires sont un domaine où l'approche de la *Friedensforschung* critique s'est déjà révélée beaucoup plus riche que celle de la *maîtrise des armements* classique. On ne peut que se rallier à la critique d'une approche interétatique qui ignore le rôle autonome des industries d'armement, la nature sociale des régimes des pays sous-développés, récepteurs et du rôle intérieur des forces armées, ou qui ne se pose pas de questions sur la vocation des grandes puissances à « contrôler les conflits locaux » et à juger pour les petits de ce qui est bon pour eux. Sur ce dernier point, U. Albrecht⁴⁷ et C. Gray⁴⁸, partant de positions théoriques fort éloignées, se rejoignent.

Mais réciproquement, on peut douter que ce soit en posant dogmatiquement au départ la valeur universelle du modèle de la dépendance centre-périphérie, le primat des sociétés multinationales sur les États nationaux, ou le caractère subordonné et peu intéressant théoriquement du rôle des pays socialistes dans le commerce des armes (alors que l'URSS y rejoint les États-Unis en valeur absolue et les dépasse de loin pour le pourcentage de ventes d'armements par rapport au commerce extérieur), que l'on puisse expliquer, par exemple, le changement de politique de l'administration Nixon par rapport aux précédentes⁴⁹, ou le rôle des politiques américaine, soviétique et française de ventes d'armes et d'assistance militaire dans le conflit du Moyen-Orient.

L'analyse qui négligerait les équilibres politico-militaires régional et global, et leur interaction, serait aussi aveugle que celle qui négligerait la projection extérieure des difficultés économiques des pays industriels. Mais il reste vrai que des concepts tels que celui de sous-impérialisme sont plus utiles pour comprendre, par exemple ce que l'*Observer* a décrit comme « l'assemblage d'armements non nucléaires potentiellement

than two states capable of the horror and destruction we have expected from the Soviet and American air forces since 1953 » (p. 290). Cf. aussi la thèse de Beate KOHLER sur le problème des garanties. Cf. surtout HOLST, J., « Perspectives on Post-NPT Proliferation Issues: An Introduction », dans HOLST, J., (éd.), *Security, Order and the Bomb*, Universitetsforlaget, 1972, p. 9-19.

46. ALBRECHT, U., *Journal of Peace Research* 2, 1972, et Rapport II, 6, 12.

47. ROSECRANCE, A., (éd.), *The Future of the International Strategic System*, San Francisco, Chandler 1972.

48. GRAY, C., « Traffic Control for the Arms Trade », *Foreign Policy*, 6.

49. Cf. FLETCHER, A., *Arms Control and the Nixon Doctrine*, Southern California Arms Control and Foreign Policy, Seminar, janvier 1972.

le plus dangereux du monde » dans le golfe Persique, que ceux de l'*arms control*⁵⁰. La nouvelle guerre du Moyen-Orient, la nouvelle crise et la nouvelle collaboration entre superpuissances montrent cependant combien celui-ci reste d'actualité dans la mesure où ni le problème des conflits locaux ni celui des crises n'ont rien perdu de leur urgence.

Les perspectives des *MBFR*, d'une part, le fait, d'autre part, que si la guerre nucléaire n'a pas eu lieu, d'importantes et sanglantes guerres classiques – internationales et civiles – continuent à avoir lieu, mais 1) en pays sous-développés plutôt que développés, 2) avec parfois la participation directe de l'une ou de l'autre des deux superpuissances mais jamais des deux à la fois, conduit à reposer le problème de la prévention, de la limitation et de la terminaison des guerres classiques. On retrouve des problèmes eux aussi classiques (protection des populations, prohibition de certains armements, rôle des organisations internationales et de concert des grandes puissances.) Cependant, aujourd'hui, tous les problèmes des armes et des guerres classiques se posent à l'ombre ou à la lumière des deux autres niveaux, nucléaire et sous-classique, ou révolutionnaire. Leur examen intégré reste à faire. Est-il vrai, comme l'affirment les théoriciens militaires français, que l'équilibre militaire classique soit beaucoup plus fragile et instable que l'équilibre nucléaire ? Que penser des progrès de la technique militaire classique, qui permettent d'accroître énormément la précision, et donc d'épargner les populations et de rendre moins probable l'escalade nucléaire, mais aussi d'avantager une puissance technique ou un gouvernement répressif contre une société sous-développée ou un mouvement révolutionnaire, et de rendre moins efficace la dissuasion nucléaire ?

Le caractère et les conséquences politiques du choix des armements livrés par les grandes puissances à leurs alliés ou clients, ou utilisés pour la protection de ces derniers apparaît de plus en plus comme une des données essentielles d'un système international où les petits et les moyens ne produisent pas eux-mêmes les armes qui servent à prévenir ou à livrer les conflits qui les concernent. Qu'il s'agisse de la dissuasion en Europe ou de la guerre au Moyen-Orient, la dimension du maintien de la paix, et donc du contrôle des crises et de l'escalade, est inextricablement liée aux considérations militaires proprement dites et tout autant, à la dimension conflictuelle et inégalitaire des rapports entre alliés.

Il en va de même pour le rôle de la défense à l'intérieur des sociétés elles-mêmes. L'examen comparé du rôle économique des armements, du rôle politique et social (éducatif, policier, etc.) des forces militaires, nationales et étrangères, de leur influence sur l'évolution des sociétés et de ses valeurs et de la réaction de celles-ci par rapport à elles, est directement lié à celui de l'équilibre classique. Si les armes nucléaires constituent dans une certaine mesure une sorte d'univers clos et abstrait, les armes classiques sont liées aux problèmes immédiats de l'emploi politique de la force ou du rôle des forces militaires à l'intérieur des sociétés.

Le problème de la réduction prioritaire des troupes ou des armes pose immédiatement le problème de leur rôle respectif à l'intérieur des alliances et des sociétés, et donc celui des différents types de militarisme⁵¹. L'introduction de la dimension verticale – qui est l'une des voies les plus fécondes et les plus urgentes –

50. YOUNG, Gavin, « The Arming of the Oil Kings », *The Observer*, 5 août 1973.

51. Cf. SENGHAAS, D., *Rüstung und militarismus*, 1972, première partie, p. 11–28. Cf. « *MBFR* », *op. cit.* ; *Is Europe to Demilitarize?* *op. cit.*

mène inéluctablement des problèmes de la guerre technologique antiguérilla⁵² à ceux du maintien de l'ordre, de la prise du pouvoir, ou de la résistance violente et non violente à l'intérieur des sociétés, ou de l'utilisation des techniques modernes par le terrorisme (enlèvements et détournements d'avions, etc.) et sa répression.

La découverte des dimensions intérieures et transnationales de la violence devrait faire sortir l'*arms control* de sa coquille interétatique et horizontale, si l'on préfère, wébérienne (monopole étatique de la violence légitime) et hobbesienne (opposition de l'état civil et de l'état de nature). En grande partie grâce aux efforts de la *peace research*, en particulier de son aile radicale, il n'est plus possible de parler de force et de violence en faisant abstraction des structures sociales et des courants historiques.

Et pourtant, la synthèse ou le dépassement nécessaires restent à réaliser. Premièrement, parce que les bénéfices de l'accent sur les structures et les courants sont perdus si l'on s'enferme dans une vue dogmatique, étroite et abstraite des unes et des autres. Par exemple, remonter de la théorie abstraite de la dissuasion et de l'*arms control* à l'analyse de leur rôle social et élargir la notion de militarisme de son acception « psychologisante » et culturelle à une conception sociale totale est un progrès : mais à condition de ne pas, au nom du *military industrial complex* ou du *Spätkapitalismu*, faire l'économie d'une analyse comparative de la militarisation des différents régimes et des différentes époques et de ne pas, par exemple, se refuser à voir la tendance au déclin des valeurs militaires et la crise de légitimité et de recrutement de la fonction militaire dans les sociétés modernes (ou industrielles avancées) ou bourgeoises ? ou capitalistes ? C'est à voir), conformément aux analyses de Saint-Simon, Tocqueville et Schumpeter, elles-mêmes démenties par d'autres tendances⁵³.

Deuxièmement et surtout les problèmes posés par l'*arms control*, celui de l'exploitation négative et implicite de la force latente et celui de sa domination et de son contrôle et de la négociation tacite, à cet effet, avec l'adversaire, se retrouvent sous des formes diverses, dans toutes les sociétés nationales, même libérées, et internationales même désarmées, dans tous les mouvements même révolutionnaires et transnationaux, dans tous les conflits, même civils et verticaux.

À l'intérieur comme à l'extérieur, entre adversaires inégaux comme égaux, il y a des cas où la violence se retourne contre elle-même si elle ne reste pas implicite, et si elle n'est pas accompagnée d'un minimum de coopération, au moins tacite. La situation nucléaire en est une. La relation entre gouvernement et contestataires dans les sociétés industrielles complexes (situation qu'A. Fontaine a appelé « la guerre civile froide ») pourrait en être une autre.

Le mélange de nécessaire complexité et de fragilité des sociétés modernes peut, à ce point de vue, être comparé à l'effet des armes nucléaires sur le système international et rendre la victoire de l'Ordre ou celle de la Révolution aussi utopiques que celle d'un des adversaires nucléaires. Dès lors, entre adversaires condamnés à vivre ensemble dans un état d'instabilité structurelle, la stratégie comme technique de non-emploi de la force et comme manipulation et limitation concomitante du risque, etc., prend toute sa valeur par opposition à l'irrationalité de l'affrontement brutal.

52. Cf. EIDE, A., « Technological Warfare Against the Weak and the Conscience of the Scientist », *Twenty-Second Pugwash Conference on Science and World Affairs*, Oxford, 1972, p. 348-355.

53. Cf. MOSKOS, C., *Public Opinion and the Military Establishment*, op. cit. ; SARKESIAN, (éd.), *The Military Industrial Complex*, op. cit., (en particulier l'article de JANOWITZ) ; ARON, R., *La société industrielle et la guerre*, Plon, Paris, 1959 ; HOFFMANN, S., *The Acceptability of Military Force in Modern Society*, 1.-1-S.S., 15 Manual Conference, Traveviunde, 1973.

Il est sain de ne pas accepter la dimension du conflit interétatique comme unique et définitive, et de ne pas se contenter de la contrôler tant bien que mal, mais de se poser les problèmes de ses sources économiques et sociales et des possibilités d'un monde où il changerait de nature. Mais, entre temps, les dimensions inégalitaire, intérieure, transnationale des conflits, en accentuant leur caractère complexe, diffus et incertain rendent encore plus nécessaire, un effort constant de tous les acteurs étatiques ou non étatiques, pour maîtriser leurs relations avec leurs adversaires, avec les moyens de destruction dont ils disposent, et finalement avec eux-mêmes. Au-delà des avatars des doctrines et des techniques, la maîtrise des armements – jamais suffisante, toujours nécessaire – se confond avec l'exigence du contrôle et du dépassement de la force, c'est-à-dire avec l'essence même de la politique. *L'arms control* est mort, vive *l'arms control* !